

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 16 JUIN 2025**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 15		
QUORUM : 8		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	3
OBJET DE LA DECISION		
N° 25/326		
25CONV05 - CONVENTION POUR LA CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA METROPOLE (ANTENNE TOULON/LE REVEST) ET LA COMMUNE DE TOULON - ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE DE PRESTATIONS D'ENTRETIEN ET DE PETITES REPARATIONS DES INSTALLATIONS DE L'ECLAIRAGE PUBLIC ET DE SIGNALISATION LUMINEUSE TRICOLORE - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS.

ABSENTS :

M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/326

BUREAU DU 16 JUIN 2025

**O B J E T : 25CONV05 - CONVENTION POUR LA CONSTITUTION
D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA
METROPOLE (ANTENNE TOULON/LE REVEST) ET LA
COMMUNE DE TOULON - ACCORD-CADRE A BONS DE
COMMANDE DE PRESTATIONS D'ENTRETIEN ET DE
PETITES REPARATIONS DES INSTALLATIONS DE
L'ECLAIRAGE PUBLIC ET DE SIGNALISATION
LUMINEUSE TRICOLORE - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article L.2113-6 du Code de la Commande Publique,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au
Bureau,

VU le projet de convention annexé à la présente,

CONSIDERANT que les prestations d'entretien et de petites réparations des installations de l'éclairage public et de signalisation lumineuse tricolore s'exécutent sur des espaces relevant à la fois de la compétence métropolitaine et communale,

CONSIDERANT qu'il est par conséquent nécessaire d'avoir recours à un seul et même prestataire afin de garantir l'homogénéité des prestations, et qu'il convient dès lors de constituer un groupement de commandes,

CONSIDERANT que ce groupement de commandes donnera lieu à un Accord-Cadre à Bons de Commande de prestations d'entretien et de petites réparations des installations de l'éclairage public et de signalisation lumineuse tricolore pour une durée de 1 an reconductible 3 fois,

CONSIDERANT que les membres du groupement seront la Métropole TPM (Antenne Toulon / Le Revest) et la commune de Toulon,

CONSIDERANT que les masses annuelles minimum et maximum seront réparties comme suit :

Commune de Toulon :

- Masse minimum annuelle : 20 000 € HT,
- Masse maximum annuelle : 200 000 € HT,

Métropole TPM (Antenne Toulon / Le Revest) :

- Masse minimum annuelle : 300 000 € HT,
- Masse maximum annuelle : 3 000 000 € HT,

CONSIDERANT que le total estimatif pour la durée du marché est de 3 367 536 € HT soit 4 041 043,20 € HT sur 4 ans, réparti comme suit :

- 3 047 536 € HT pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée,
- 320 000 € HT pour la commune de Toulon,

CONSIDERANT que le coordonnateur du groupement est la Métropole, qui aura pour mission de gérer les procédures de passation, et également la signature et la notification des marchés,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'ADHERER au groupement de commandes relatif aux prestations d'entretien et de petites réparations des installations de l'éclairage public et de signalisation lumineuse tricolore.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention de groupement de commandes entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée (Antenne Toulon/Le Revest) et la Ville de Toulon.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 16 juin 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0



**25CONV05 - CONVENTION POUR LA CONSTITUTION D'UN
GROUPEMENT DE COMMANDES EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2113-6 DU CODE DE LA COMMANDE
PUBLIQUE**

**PRESTATIONS D'ENTRETIEN ET DE PETITES REPARATIONS
DES INSTALLATIONS DE L'ECLAIRAGE PUBLIC ET DE
SIGNALISATION LUMINEUSE TRICOLEURE POUR
LE GROUPEMENT DE COMMANDE METROPOLE TOULON
PROVENCE MEDITERRANEE
(ANTENNE TOULON / LE REVEST)
ET LA COMMUNE DE TOULON**

SOMMAIRE

1 – OBJET DE LA CONVENTION	3
2 – MODALITES D'ADHESION ET DE SORTIE DU GROUPEMENT	4
3 – DÉSIGNATION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT	5
4 – MISSION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT	5
5 - COMMISSION D'APPEL D'OFFRES DU GROUPEMENT	6
6 - OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT	6
7 - FINANCEMENT - INDEMNISATION DES FRAIS	6
8 - DURÉE DU GROUPEMENT	6
9 - CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE	7
10 - MESURES CORRECTIVES - RESILIATION	7
11 - LITIGES	7

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », représentée par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président, agissant par décision du Bureau métropolitain n°.....en date dudéposée à la Préfecture du Var le

Ci-après désignée T.P.M.

Et

La Commune de Toulon, représentée par Monsieur Robert CAVANNA, Adjoint délégué aux Marchés et Contrats Publics, agissant par délibération n°en date dudéposée à la Préfecture du Var le, et par arrêté de délégation reçu du Maire,

Ci-après désignée la Commune de Toulon

PRÉAMBULE

Les pouvoirs adjudicateurs ont décidé par la présente convention de constituer un groupement de commandes régi par les dispositions des articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique concernant les prestations d'entretien et de petites réparations des installations de l'éclairage public, pour une durée d'un an reconductible 3 fois pour la Commune de Toulon et la Métropole Toulon Provence Méditerranée (Antenne Toulon/Le Revest)

Le groupement est rendu nécessaire par le fait que ces prestations s'exécutent sur des espaces relevant à la fois de la compétence de la Métropole et de la Commune. La solution du groupement simplifiera la gestion et les interventions du prestataire sur le vaste territoire toulonnais et Revestois. De plus, les prestations relevant de la Commune représentent une masse infime au regard de l'estimation du marché et les espaces relevant de sa compétence étant disséminés sur le territoire, recourir à deux marchés distincts entraînerait un surcoût financier important.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet, conformément aux dispositions de l'article L. 2113-6 du Code de la commande publique de constituer un groupement de commandes entre les personnes visées ci-dessus et de définir ses modalités de fonctionnement.

La présente convention et le principe du groupement de commandes ont été adoptés par délibérations visées ci-dessus et jointes en annexe n°1.

Le groupement de commandes concerne les prestations d'entretien et de petites réparations des installations de l'éclairage public pour la commune de Toulon et la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Ce groupement de commande donnera lieu, pour l'ensemble des membres, à un marché de prestations d'entretien et de petites réparations des installations de l'éclairage public.

La consultation est passée selon une procédure formalisée d'appel d'offres ouvert conformément aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° (AO ouvert) et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

Ce marché sera conclu pour une durée d'un an reconductible 3 fois.

Les masses annuelles sont réparties entre la Commune et la Métropole TPM (Antenne TOULON/LE REVEST) de la façon suivante :

■ Métropole TPM (Antenne TOULON/LE REVEST) :

Masse minimum annuelle : 300 000 € HT

Masse maximum annuelle : 3 000 000 € HT

■ Commune de Toulon :

Masse minimum annuelle : 20 000 € HT

Masse maximum annuelle : 200 000 € HT

Pour le groupement, le montant estimatif annuel est de 841 884€ HT soit 1 010 260.80€ TTC.

Le total estimatif pour la durée du marché est de 3 367 536€ HT soit 4 041 043.20€ TTC sur 4 ans réparti comme suit :

- 3 047 536€ HT pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée
- 320 000€ HT pour la commune de Toulon

2 – MODALITES D'ADHESION ET DE SORTIE DU GROUPEMENT

L'adhésion au groupement de commande est subordonnée :

- à l'adoption d'une délibération de l'assemblée délibérante approuvant le principe du groupement de commandes et le présent acte constitutif
- à la signature de la présente convention ;
- au respect de l'ensemble de ses dispositions.

Toute nouvelle adhésion est, en outre, soumise à l'approbation de l'ensemble des membres du groupement, à la signature d'un avenant à la présente convention et au respect de l'ensemble de ses dispositions éventuellement modifiées par l'avenant.

Une délibération modifiant la composition du groupement devra être prise par chacun des membres du groupement.

Si l'un des membres souhaite quitter le groupement, les autres membres statueront sur l'opportunité de maintenir ce groupement.

La disparition du groupement constitue l'un des cas de résiliation de la présente convention.

Si le maintien du groupement est décidé, un avenant à la présente convention devra être établi.

Convention Groupement de Commandes – Entretien et de petites réparations des installations de l'éclairage public et de signalisation lumineuse tricolore

Dans ces conditions, une délibération modifiant la composition du groupement devra être prise par chacun des membres du groupement.

Toute modification du présent acte doit être approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement.

3 – DÉSIGNATION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT

Les membres du groupement désignent en qualité de coordonnateur :

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée ».

En cas de changement de coordonnateur, les membres du groupement devront établir un avenant pour substituer le nouveau coordonnateur à l'ancien.

Dans ces conditions, une délibération devra être prise par le nouveau coordonnateur du groupement et par chaque membre du groupement.

4 – MISSION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT

Conformément aux dispositions de l'article L. 2113-7 du Code de la commande publique, le coordonnateur du groupement est chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par ledit Code, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection du cocontractant, de signer et notifier le marché.

Il est notamment chargé de :

- Transmettre au contrôle de légalité et notifier la présente convention signée aux autres membres du groupement ;
- Recueillir et synthétiser les besoins des adhérents ;
- Elaborer le dossier de consultation des entreprises en ses pièces techniques, financières et administratives en collaboration avec la commune de Toulon ;
- Procéder aux opérations de mise en concurrence ;
- Répondre aux questions des candidats ;
- Rédiger le rapport d'analyse des offres en collaboration avec la commune de Toulon, après avoir questionné les candidats si nécessaire ;
- Organiser la Commission d'Appel d'Offres ;
- Informer les candidats non retenus ;
- Faire paraître les avis d'attribution ;
- Signer le marché au nom des membres du groupement et le transmettre au contrôle de légalité ;
- Notifier le marché au nom des membres du groupement ;
- Représenter le groupement en cas de contentieux lié à la procédure de passation du marché.

Chaque membre exécutera l'accord-cadre concerné pour ses propres besoins selon les modalités visées à l'article 6.

Les obligations du coordonnateur sont détaillées à l'article 6 de la présente convention.

5 - COMMISSION D'APPEL D'OFFRES DU GROUPEMENT

Les membres du groupement décident que la Commission d'Appel d'Offres du groupement est celle du coordonnateur.

6 - OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT

Chaque membre du groupement a l'obligation de définir, préalablement au lancement des procédures, ses besoins propres : nature et étendue des besoins à satisfaire.

Signature du marché

Le coordonnateur signera le marché au nom des membres du groupement et le transmettra au contrôle de légalité.

Notification du marché

Le coordonnateur notifiera le marché au nom des membres du groupement.

Exécution du marché

Chaque membre du groupement s'engage à assurer ses besoins propres, tels que figurant dans le cahier des charges et définis à l'article 1er de la présente convention.

L'exécution du marché sera réalisée selon les modalités suivantes :

- exécution budgétaire par chaque membre du groupement de commandes (passation des bons de commandes, réception et paiement des factures, ...)
- exécution technique et opérationnelle également par chaque membre du groupement de commandes (envoi des ordres de services le cas échéant, passation des bons de commandes, gestion des livraisons/livrables)
- exécution juridique et administrative par chaque membre du groupement de commandes (reconduction, révision, application de pénalités, obtention des attestations fiscales et sociales, mesures coercitives, modification de contrat...).

7 - FINANCEMENT - INDEMNISATION DES FRAIS

Les fonctions de coordonnateur ne donnent pas lieu à indemnisation.

Les coûts de procédure relatifs à la publicité (avis de consultation — avis d'attribution) sont à la charge de la Métropole.

8 - DURÉE DU GROUPEMENT

Le groupement est constitué à compter de la date d'effet de la présente convention.

Le groupement est constitué pour la durée du marché.

Le groupement peut, également, prendre fin de manière anticipée, par l'un des cas de résiliation de la présente convention, ou par avenant.

La résiliation ou la fin anticipée du marché entraîne la résiliation de la présente convention. Cette résiliation du marché ne peut intervenir que si toutes les parties en sont d'accord. De même, un accord de toutes les parties est nécessaire pour décider de la non reconduction du marché.

9 - CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

Chaque membre du groupement se réserve le droit d'effectuer à tout moment les contrôles techniques et administratifs qu'il estime nécessaires.

Le coordonnateur devra donc laisser libre accès à tous les dossiers concernant l'opération.

Chaque membre du groupement peut demander à tout moment au coordonnateur la communication de toutes les pièces et documents relatifs concernant le marché.

10 - MESURES CORRECTIVES - RESILIATION

Si le coordonnateur est défaillant ou ne respecte pas ses obligations, et après mise en demeure infructueuse, chaque membre du groupement peut résilier la présente convention ou procéder au remplacement du coordonnateur dans les conditions fixées à l'article 3 de la présente convention.

En cas de résiliation, il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par le coordonnateur. Le constat fait l'objet d'un procès-verbal qui précise en outre les mesures conservatoires que le coordonnateur doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des prestations exécutées. Il indique enfin le délai dans lequel le coordonnateur doit remettre l'ensemble des dossiers aux membres du groupement.

11 - LITIGES

A défaut d'accord amiable entre les parties, les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de TOULON.

Fait à Toulon, le

Pour la Commune de Toulon,

L'Adjoint au Maire,

Robert CAVANNA

Pour la Métropole TPM,

Le Président,

Jean-Pierre GIRAN

